

Panique à bord

Revue nouvelle

C'est la panique à bord. Tout a débuté quand le gouvernement belge a commencé à prendre l'eau. Ou, plutôt, quand ceux qui ignoraient consciencieusement les voies d'eau ont décidé de planter là ceux qui écoipaient depuis le début. Bref, le gouvernement est tombé. La question se posait alors, pour le MR surtout, de gérer l'héritage de plus de quatre ans de coalition en tant que seul parti francophone avec une formation séparatiste et très à droite. Très. Il allait donc falloir continuer sur la lancée de la législature, en continuant de clamer sa satisfaction du travail et du rapprochement idéologique accomplis avec la N-VA¹, sous la menace constante d'un désaveu². C'était là un demi-mal, puisque les thèmes que cela impliquait de traiter étaient ceux qui plaisent à la droite : rigueur budgétaire, allègement des prélèvements sur les revenus, gestion de l'immigration, etc. Que les résultats effectivement engrangés ne soient pas à la hauteur des effets d'annonce n'avait en soi rien de très inquiétant, c'est une situation courante que de se disputer avec les adversaires politiques sur le bilan d'une législature.

Certes, le MR n'était pas en position de force après des élections communales et provinciales qui avaient montré qu'Écolo et le PTB avaient le vent en poupe. Une fois de plus, rien là que de très classique. L'affrontement gauche-droite s'annonçait vigoureux, mais les camps pourraient rester unis, même si l'évidente affection des jeunes pour Écolo pouvait inquiéter. De toute façon, la polarisation ne date pas d'hier et les grandes déclarations de Louis Michel sur la fin de la distinction entre gauche et droite ne sont plus qu'un lointain souvenir.

Et puis, après une spectaculaire *marche pour le climat*, voilà que les élèves du secondaire descendent en rue. En nombre. Reprenant l'idée d'une grève des cours assortie de manifestations, ils réclament massivement, de façon calme et coordonnée, que leur avenir soit pris en compte et que des mesures fermes (mais humaines) soient prises pour lutter contre le réchauffement climatique. Plus encore, des leaders émergent, des leadeuses, même. Jeunes, intelligentes et décidées. Stupeur.

S'il est aisé de balayer d'un revers de la main les manifestations des syndicats aux cris de « grève politique ! », en s'appuyant sur des accusations de prise d'otage et sur un procès en conservatisme et en idéalisme irresponsable ; si, par ailleurs, les prises de position de l'opposition sont quantité négligeable puisqu'elles peuvent être taxées de

1| Une excellente illustration de cette stratégie a récemment été donnée par un Denis Ducarme se plaisant à s'imaginer en Théo Francken wallon, « Denis Ducarme expose le programme musclé du MR pour les élections de mai : "Être vu tel le Francken wallon ne me dérange pas" », Sudinfo.be, 9 février 2019, <https://bit.ly/2J9rHpZ>.

2| Ce risque s'est, par exemple, matérialisé quand Théo Francken, sur Twitter, a qualifié de « boulets » les ministres MR, « Les ministres MR ? Des "boulets au pied" », selon Theo Francken », *Le Soir+*, 8 février 2019, <https://bit.ly/2O0xhK4>.

manœuvres politiciennes ; quand la jeunesse descend calmement en rue, c'est une autre paire de manches. Si, au moins, ces gamins étaient sortis de leur banlieue pour brûler des poubelles et retourner des voitures, on aurait pu les traiter de casseurs et se dispenser d'entendre leur appel. Mais là, rien. Ce sont nos jeunes, des enfants bien mis, le tout-venant, dont les parents votent à gauche et à droite depuis des décennies, et qui accusent le politique de tergiverser et d'hy-po-thé-quer leur avenir par lâcheté.

Certains, bien entendu, ont tenté de les prendre de haut, de brocar-der ces « brosseurs », de les inviter à laisser tomber leur smartphone s'ils veulent changer le monde³. D'autres les moquent⁴, ou au contraire disent qu'il ne faut pas les railler car, à leur âge, on peut dire des bêtises⁵. Certains les accusent d'être les jouets d'adultes abusifs qui les ont endoctrinés⁶ ou d'un mystérieux complot⁷. Quelques-uns osent même se dire solidaires de cette jeunesse qui les critique et lancer qu'ils auraient aimé être assez jeunes pour dé-filer à leurs côtés⁸. D'autres encore ont

reconnu la responsabilité collective du monde politique, ce qui évite commo-dément de faire le bilan d'une législa-ture⁹. Il ne ressort de ces gesticulations paniquardes que le spectacle pitoyable de dirigeants qui constatent avec sur-prise que la question environnementale n'est pas une poussière qu'on peut indé-finiment cacher sous le tapis. Cette at-titude a sans doute achevé de leur faire perdre le peu de crédit qu'ils auraient encore pu avoir demain aux yeux des adolescents, des électeurs. Comment imaginer qu'ils s'en laisseront conter de la sorte, qu'ils prendront pour argent comptant des excuses plus lamentables que celles qu'ils échafaudent pour expliquer à leurs parents leur échec en math ? Ils se sont vus des milliers, ils ont largement été encouragés par leurs pa-rents et leurs professeurs, la presse les a écoutés, ils s'y sont exprimés avec clarté et courage. Ils ne s'en laisseront pas imposer. Ce n'est pas le tragique exer-cice de langue de bois qui a tenu lieu de débat des présidents de partis avec les jeunes qui les fera changer d'opinion¹⁰.

Écolo boit du petit-lait : sans avoir rien provoqué, on leur sert sur un plateau les inquiétudes des générations mon-tantes qui montrent que leurs éternels thèmes de prédilection font mouche. Les adolescents n'ont pas peur d'avoir un voisin syrien, ils ont peur que le monde s'écroule, littéralement.

Les autres partis se sont soudain dé-couverts une mémorable fibre envi-ronnementaliste et tentent, avec plus ou moins d'habileté, d'improviser des

3 | Comme l'a fait Georges-Louis Bouchez sur Twitter <https://bit.ly/2u6AC1a>.

4 | « Theo Francken se moque sur Facebook des jeunes qui manifestent pour le climat », DHnet.be, 28 janvier 2019, <https://bit.ly/2T4131w>.

5 | « Siegfried Bracke : "Il faut résoudre le problème climatique mais qui va payer?" », LaLibre.be, 29 janvier 2019, <https://bit.ly/2TzykGU>.

6 | D. Godefridi, « Quand l'écologie politique embrigade les enfants », Contrepoints (blog), 30 janvier 2019, <https://bit.ly/2VQcStY>. Publié sur un site notoirement très à droite diffusant des informations et analyses de qualité médiocre, ce texte a complaisamment été re-publié en substance sur le site du *Vif*, « La fanatisation de l'enfance, une modalité de l'abus ? », levif.be, 31 janvier 2019, <https://bit.ly/2NZ4rcW>.

7 | « Marches pour le climat : la ministre flamande Joke Schauvliege dénonce un complot avant de se rétracter », RTBF Info, 5 février 2019, <https://bit.ly/2SdK71C>.

8 | « Marie Christine Marghem : "Je soutiens les élèves qui manifestent pour le climat" », *Le Soir+*, 24 janvier 2019, <https://bit.ly/2F8sNOT>.

9 | Ce fut le cas de Céline Frémault, ministre bruxelloise en charge de l'Environnement, « Climat : "Nous avons perdu vingt ans, et l'ensemble des partis politiques est responsable" », RTBF Info, 1^{er} février 2019, <https://bit.ly/2ShCkKh>.

10 | « Les élèves belges déçus après leur rencontre avec les représentants de partis », RTBF Info, 27 février 2019, <https://bit.ly/2XOAYqG>.

déclarations d'intention et des propositions au réalisme très variable. Logiquement, la situation est particulièrement inconfortable pour ceux qui sont au pouvoir. Comment justifier un bilan qui, même si l'on voulait, avec indulgence, ne pas le considérer comme parfaitement nul, est loin, très loin, d'être à la hauteur des enjeux. Ce ne sont pas les coachs-climat, les sorties conspirationnistes de la ministre flamande de l'Environnement, l'éparpillement des compétences et le ridicule du rétro-pédalage d'une Belgique revenant sur ses ambitions à la Commission européenne¹¹ qui sauveront la mise aux gouvernements et, tout particulièrement, à Marie-Christine Marghem, très exposée ces dernières semaines.

Mais que peut faire le MR, lui qui a tout misé sur les vieilles recettes néolibérales en matière socioéconomique et sur les vieilles peurs identitaires en matière sociale, face à un mouvement qui crie que le capitalisme détruit la planète et que nous sommes toutes et tous dans le même bateau ? La campagne peut encore changer de cap, bien entendu, mais soudain, le doute est là : les thèmes centraux de la campagne seront-ils ceux de Théo Francken ? À cet égard, la récupération frénétique des incidents survenus à Verviers et qui ont fait échouer une tentative de conférence de Théo Francken indique bien la volonté de saisir toute occasion pour revenir à des thèmes très nettement à droite¹².

Si l'on ajoute au tableau qu'un groupe de personnalités académiques a proposé un avant-projet de « loi climat », issu d'un rapport commandé par Marie-Christine Marghem, mais dont on peut douter qu'il aurait abouti à un texte juridique, et que cet avant-projet a été immédiatement porté par l'ensemble de l'opposition francophone, on voit combien le MR est acculé dans un rôle défensif.

Le voilà contraint de délaissier (un moment du moins) ses chevaux de bataille pour s'improviser écologiste, gêné aux entournures par ses encombrants climatosceptiques, comme David Clarinval, qui a pourtant signé, en tant que chef de groupe MR, la proposition de loi climat à laquelle son parti s'est rallié¹³, Drieu Godefridi, invité régulier du Centre Jean Gol et grand contempteur du Giec devant l'éternel, ou le plus subtil Corentin de Salle, qui défend dès qu'il en a l'occasion tant la croissance illimitée que le maintien des modes de vie les plus polluants¹⁴. Il faut dire que les trois se connaissent depuis longtemps, ayant notamment organisé l'audition de militants climatosceptiques (dont celle de Drieu Godefridi) au Parlement fédéral en mars 2012¹⁵.

Dans un contexte où chacun fait assaut d'écologie, il est douteux que la droite soit la plus audible. Elio Di Rupo affirme que son parti est préoccupé par l'environnement « depuis longtemps » et a élaboré un programme « écologique et social »¹⁶, tandis que Raoul Hede-

11 | « La position belge sur le climat : “La Belgique est réléguée du côté des pays rétrogrades”, selon Nolleet », *Le Soir*, 5 décembre 2018, <https://bit.ly/2TQjiM6>.

12 | Dans ce cadre, si Jacqueline Galant fut la plus rapide à récupérer l'événement en invitant Théo Francken à Jurbise, elle fut promptement rejointe par un Georges-Louis Bouchez visiblement agacé de voir sa meilleure ennemie marcher sur ses brisées, « Après Jacqueline Galant, Georges-Louis Bouchez veut accueillir Theo Francken à Mons », *LaLibre.be*, 28 février 2019, <https://bit.ly/2XUw2Ri>.

13 | « Le MR soutient la loi Climat, le PS propose une commission spéciale », *7sur7*, 4 février 2019, <https://bit.ly/2u5H48l>.

14 | C. de Salle, « La fin du monde est-elle pour demain ? », *RTBF*, 2019, <https://bit.ly/2u5HdsM>.

15 | M. De Muelenaere, « Un coin climatosceptique a été enfoncé au parlement », *lesoir.be*, 14 mars 2012, <https://bit.ly/2u696Rt>.

16 | Elio Di Rupo : “En matière climatique il y a ur-

bouw pousse la chansonnette face à Marie-Christine Marghem, reprenant le cri de ralliement des jeunes manifestants¹⁷. De leur côté, les sociaux-chrétiens flamands, traumatisés par la perte de leur ministre de l'Environnement à la suite de sa sortie complotiste, se proclament les champions de l'écoréalisme¹⁸. Quant à Maxime Prévot, à peine élu président du CDH, il affirmait que l'environnement devait « irriguer systématiquement l'action de [son] parti¹⁹ ».

Tout se passe comme si, après des années de « libéralisme social » ayant permis une longue succession d'alliances avec le PS, puis après un tournant conservateur mettant en place un libéralisme identitaire (au diable les oxymores)²⁰, il fallait soudain se réorienter encore une fois, accommoder le terme « libéral » à de nouvelles sauces, au risque de faire oublier sa saveur propre, et s'inventer un libéralisme écologique.

Ces changements successifs risquent de faire apparaître clairement que le terme « libéral » n'a pas davantage de poids au MR qu'« humaniste » au CDH ou « socialiste » au PS et, par conséquent, de dévoiler à la fois l'imprévoyance absolue du MR lorsqu'il est question d'identifier les défis de notre société et l'absence d'autre ancrage idéologique

gence, il faut prendre des mesures concrètes » », *Le Soir+*, 8 février 2019, <https://bit.ly/2FOMdDL>.

17 | « Raoul Hedebouw reprend le chant des jeunes face à la ministre : “On est plus chaud, plus chaud, plus chaud que le climat” », *RTL Info*, 24 janvier 2019, <https://bit.ly/2S2a4ZL>.

18 | J. Montay, « Pieter De Crem à propos du climat : le CD&V défend “l'écoréalisme” », *RTBF Info*, 10 février 2019, <https://bit.ly/2UCFs1Q>.

19 | « “C'est plus que jamais l'heure du CDH”, assure son nouveau président Maxime Prévot », *RTBF Info*, 26 janvier 2019, <https://bit.ly/2T66RY8>.

20 | À ce propos, voyez notre récent éditorial au sujet des stratégies mises en place par les tenants d'un conservatisme décomplexé pour faire monter des thématiques très illibérales dans les préoccupations du MR, « Comment les bleus pétroilent », *La Revue nouvelle*, n° 5, 2018, p. 2-7, <https://bit.ly/2CuUbpF>.

que la conviction de mériter d'exercer le pouvoir. Pourtant, si peu de choses sont sûres en matière de politique et, s'il est dangereux de se hasarder à faire des prévisions à long terme quant aux préoccupations de la population, il est un domaine dans lequel la violence des faits nous laisse peu de doute, celui de l'environnement. On croit rêver en constatant que des partis aux ambitions nationales improvisent en catastrophe des mesurette symboliques, alors qu'ils devraient, depuis au moins vingt ans, être occupés à imaginer une société future capable de survivre au-delà de la fin du XXI^e siècle.

Pire encore, ce virage brutal provoque de très fortes tensions au sein du parti. L'aile (d'extrême) droite, qui a tant souffert durant la période où PS et MR allaient bras dessus, bras dessous, ne veut pas voir sa formation revenir vers le centre. C'est ainsi que se sont fait entendre des protestations²¹, puis des craquements, avec la sécession d'Alain Destexhe. Si la création d'une « Liste Destexhe » va plus que vraisemblablement le mettre aux commandes d'un groupuscule d'extrême droite voué à l'oubli (bien qu'il soit déjà courtisé par les sinistres Parti populaire et La Droite²²), elle n'en illustre pas moins l'état de déréliction du MR. Si l'on y ajoute l'évidente volonté de Didier Reynders de voler vers d'autres cieux, on a une idée des bouleversements internes en cours.

La situation est-elle pour autant désespérée pour les partis de droite ? Non, car le patronat a entrepris de voler à son secours. Depuis quelques jours, avec la

21 | M. Dubuisson, « Un président “illégitime” et un Reynders “cynique” : la charge de deux jeunes MR », *Le Soir+*, 26 février 2019, <https://bit.ly/2EcdmU6>.

22 | « Liste Destexhe : la Droite renonce à Bruxelles et convie Mischaël Modrikamen à faire de même », *La Libre.be*, 28 février 2019, <https://bit.ly/2VXZkMZ>.

caution d'ONG majeures en matière environnementale, des « grands noms de l'économie belge » ont décidé de faire leur *coming out* environnementaliste — grand bien leur fasse — et de nous convier à signer avec eux pour notre futur. L'initiative *Sign for my future* « demande aux gouvernements de prendre dès aujourd'hui des mesures pour sauver notre climat. Sinon, il sera trop tard. Si nous rêvons d'un endroit où il fait bon vivre et où l'économie est forte, nous devons prendre un certain nombre de mesures pour rendre la Belgique climatiquement neutre, et ce d'ici la fin de la prochaine législature.²³ » Ces dirigeants, aux côtés d'organisations de gauche, paternalistes et antilibérales (dixit Corentin de Salle²⁴), s'engagent à demander aux politiques de faire le boulot. Ils occupent eux-mêmes des postes importants dans des entreprises réputées pour leur souci ancien et constant de la protection de l'environnement et de l'évolution vers des modes de production et de consommation plus durables, comme Danone (Nathalie Guillaume), Umicore (Thomas Leysen) ou encore Sodexo (Michel Croisé). Le soutien d'agences de pub d'envergure achève de nous rassurer sur le fait qu'il s'agit bien de tourner le dos au consumérisme et à l'abrutissement des populations. Évidemment, la coalition ne serait pas performante sans l'appui de l'ensemble des groupes de presse de Belgique (à l'exception de la RTBF)... qui offre 5 millions d'euros d'espaces publicitaires. Une véritable machine de guerre²⁵.

On croit rêver quand on voit des personnes influentes dans le monde des entreprises sommer les politiques de prendre des mesures, comme s'ils étaient obligés de les attendre, comme si le pouvoir économique n'était pas un pouvoir, comme s'ils ne rencontraient pas régulièrement les responsables politiques.

Quand les chevilles ouvrières du système qui pose problème se proposent d'être les vecteurs de la solution, quand elles s'unissent à des associations censées porter la critique contre le modèle de société qu'ils incarnent et quand la presse leur déroule le tapis rouge, on peut à bon droit affirmer que tout ceci sent le *greenwashing* à plein nez. Quoi de plus commode pour une droite en perdition que ce secours inespéré et si spontané ? Quoi de plus utile que ces interventions qui appelleront à de fermes résolutions, tout en évitant soigneusement de remettre en question les fondements de notre système économique et productif ? Que l'initiative ne soit pas appelée à durer au-delà des prochaines élections — comme si elles devaient être le dénouement de la crise climatique — indique bien l'ambition : éviter le questionnement radical des modèles en place, mais ne pas être dans les pieds d'un prochain gouvernement oublieux de l'enjeu, une fois élu... Le champ sera alors de nouveau libre pour les organisations patronales et leur lobbying écoresponsable. En attendant, la question environnementale aura été expurgée de ses questionnements désagréables, au profit d'une foi naïve (ou feinte) en le progrès technique et de l'illusion qu'il suffira de faire un peu plus de ce que nous faisons déjà pour que tout rentre dans l'ordre.

23 | <https://signformyfuture.be/fr/what/>.

24 | M. Colleyn, « "Le modèle écolo repose sur un mythe" (Corentin de Salle, MR) », *L'Écho*, 12 février 2019, <https://bit.ly/2u2qSoF>.

25 | M. De Muelenaere, « La campagne "Sign for my future" lance la mobilisation générale pour le climat », *Le Soir*+, 5 février 2019, <https://bit.ly/2XOC4mi>.

Bref, entre enfumage et improvisation, on voit mal comment le personnel politique actuel pourrait se construire une crédibilité sur ces questions, du moins s'il n'en a pas, depuis longtemps, fait un axe de réflexion et d'action majeur. C'est donc sans doute la panique à bord, et sûrement pour de bonnes raisons. On se prend à rêver que, sur le navire en perdition, les places soient insuffisantes dans les canots de sauvetage, et que, aux cris de « les femmes et les enfants d'abord », on laisse se noyer les politiques dont l'incurie nous a menés si près de la catastrophe.

Une génération visiblement plus intelligente et plus consciente pourrait alors prendre le pouvoir... Sauf qu'une majorité des jeunes manifestants pour le climat ne sera ni électeur ni éligible au prochain scrutin et qu'il faut des années au sein d'un parti pour accéder aux responsabilités, du moins quand on n'est pas l'enfant d'une « huile ». Il va donc encore falloir compter sur leurs parents et espérer qu'ils ne gèberont pas les discours lénifiants des tenants de l'immobilisme ni ne prêteront attention aux gesticulations de ceux qui ont attendu que ce soit électoralement rentable pour découvrir les enjeux climatiques et environnementaux.